

n'est pas proportionnée aux revenus produits par la propriété, bien que cette base de taxe existe en Angleterre.

Mais les propriétaires de Winnipeg constituent moins du tiers des électeurs de cette ville. Le nombre de gens qui versent ces 92 p. 100 des taxes est donc dépassé dans la proportion de deux à un par les autres électeurs. Est-ce là un fardeau injuste imposé à une minorité d'électeurs qui ont peu de chose à dire lorsqu'il s'agit d'élire ceux qui dictent les taux et l'affectation des taxes? Le grand nombre de propriétés saisies par la ville pour l'acquittement d'arriérés de taxes indique quel piètre encouragement il y a pour les gens à construire leurs propres maisons.

De plus, durant les neuf années de 1928 à 1936, les taxes municipales sur 23 propriétés commerciales importantes de Winnipeg représentaient en moyenne 37 p. 100 du revenu brut provenant de ces propriétés, soit plus du triple des bordereaux respectifs de paie de ces maisons de commerce.

Quel est le meilleur moyen d'assurer qu'il y ait de bons Canadiens? C'est de faire en sorte qu'ils aient des intérêts au pays. Si je demande à l'un de mes amis fascistes de m'exposer sa doctrine, il n'y en a pas un sur cent qui soit en mesure de le faire. Si je demande à mes amis communistes de m'expliquer ce qu'est le communisme, il n'y en a pas un sur cent qui puisse le faire. Mais si je demande à l'un de ces hommes s'il comprend ce que c'est que de perdre sa maison, d'être mécontent, il répondra sans hésiter: "je vous crois", et me fera une dissertation en règle sur le malheur de perdre son foyer.

Le mécontentement des gens est le champ fertile où le parti fasciste—dont le nombre des adeptes est fort exagéré—ou le parti communiste—dont le nombre des adeptes est également exagéré—dépose la semence d'une doctrine qui peut se propager et devenir un danger réel pour notre démocratie. Que pouvons-nous faire? Nous pouvons rendre les placements immobiliers attrayants pour les capitalistes. La construction d'édifices publics n'est pas une solution. La solution, ce serait de faire circuler l'argent par le dégrèvement des propriétés et d'encourager ainsi les jeunes désireux d'acheter une maison. A l'heure présente, les capitalistes regardent comme de l'argent gaspillé les placements immobiliers.

Depuis deux ou trois ans, le gouvernement municipal de la ville que je représente mène prudemment sa barque. La ville d'Hamilton est une ville d'hommes d'affaires et elle est administrée comme telle. Ses gouvernants ont fait des dépenses à bon escient, s'acquittant au fur et à mesure. Il y a deux ans et demi, la municipalité d'Hamilton était en faillite; aujourd'hui, elle est solvable. Mais quel encouragement recevons-nous? Depuis trois ans, la prorata des frais d'assistance a augmenté de 20 à 37½ p. 100. Nous ne pouvons tracer des

plans, arrêter avec succès un budget, quand nous ignorons ce que l'assistance nous coûtera. Il sera impossible à la municipalité de rester solvable si elle doit continuer à supporter les charges actuelles de 37½ p. 100, pour le service de l'assistance.

Le ministre dira peut-être: "Où vais-je trouver les fonds?" Le ministre des Finances (M. Dunning) tient peut-être à le savoir. Ainsi que je l'ai dit en une autre circonstance, et ainsi que l'ont répété d'autres orateurs et les honorables préopinants, les ressources fiscales des municipalités sont fort limitées. Celles du gouvernement provincial sont plus étendues, mais les plus vastes de toutes sont celles du fédéral. On peut dire que nous n'avons pas d'argent, que les contribuables et les propriétaires n'ont pas d'argent, mais nous cherchons à leur enlever le peu qui leur reste, notamment leur part de propriété, les seules choses qui font d'eux de bons Canadiens.

Par la nature des choses, des obstacles se dressent contre l'exécution efficace du projet de loi. Il y a des problèmes d'ordre provincial, pourrait-on dire. Il y a les provinces de l'Ouest qui ont été naguère le grenier de l'univers. Elles ont été de puissantes provinces et le redeviendront. Je ne verse pas dans la vantardise, j'exprime simplement la vérité en disant que la Providence a généralement favorisé l'Ontario. Nous ne subissons pas de catastrophes, nous n'avons pas de famines. Nos problèmes de l'avenir seront à peu près les mêmes que ceux d'aujourd'hui, et nos problèmes actuels ressemblent joliment à ceux d'hier. Mais il n'en reste pas moins que la vieille province d'Ontario a versé des millions et des millions de dollars à l'Ouest. Nous sommes heureux de l'avoir fait et je voudrais que nous fussions en état de faire davantage, mais si l'on veut que l'Ontario reste solvable, qu'elle continue à être le pilier financier sur lequel les autres provinces peuvent s'appuyer en temps de crise, il faut alléger les charges de la province et des municipalités.

Un mot seulement sur la réhabilitation de la jeunesse. Que lui ont valu les 2 millions de dollars votés l'an dernier? En posant cette question, je ne fais pas d'ironie car je ne saurais dire si le ministre n'a pas fait tout ce qu'il a pu avec ces 2 millions; je sais, cependant, que 1,606 jeunes gens ont suivi les cours d'étude et d'apprentissage donnés aux cultivateurs et qu'environ 1,100 jeunes filles ont reçu telle ou telle formation, quand elles n'ont pas été confiées à des familles.

L'hon. M. ROGERS: Mon honorable ami parle-t-il de l'Ontario? Les chiffres qu'il donne doivent être ceux d'une seule province.